

<https://www.snetap-fsu.fr/Lyce-Le-Valentin-les-tables-rondes-annulees-devant-le-refus-de-l.html>



Lycée Le Valentin : les tables rondes annulées devant le refus de l'administration

- Nos Actions - Les Communiqués -



Date de mise en ligne : lundi 25 novembre 2019

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Ce lundi 25 novembre, alors que devaient se tenir des tables rondes au lycée agricole du Valentin à Bourg-lès-Valence à l'initiative du SNETAP-[FSU](#) et de la Confédération Paysanne, l'Administration a refusé que se tiennent les débats dans l'enceinte de l'établissement.



Michel Sinoir, le [DRAAF](#) (Directeur Régional de l'Agriculture et de l'Alimentation et de la Forêt) d'Auvergne-Rhône-Alpes, s'est opposé dès le vendredi 22 Novembre à la tenue de deux tables rondes au lycée du Valentin organisée par le **Comité permanent de défense et de développement de l'enseignement Agricole Public auxquels appartiennent notamment le SNETAP-[FSU](#)** et la Confédération paysanne.

Le SNETAP-FSU (syndicat majoritaire de l'Enseignement Agricole Public) a immédiatement interpellé la [DGER](#) (Direction Générale de l'Enseignement et de la recherche) qui a cautionné la démarche du directeur régional. Ce débat devait se tenir notamment en présence de syndicalistes agricoles et d'élu.es ayant répondu favorablement à l'invitation.

Cette initiative, menée pendant le **débat budgétaire au Parlement**, devait **alerter les parlementaires** sur la nécessité d'acter l'arrêt des suppressions d'emplois dans nos établissements prévues jusqu'à 2022 et dont les méfaits sont déjà visibles (réhaussement des seuils de dédoublement devenus indicatifs, [DGH](#) insuffisante pour financer notre offre d'enseignements optionnels, quasi absence de capacité à ouvrir dans ce contexte de nouvelles classes etc.).

Paradoxalement, le monde agricole est un monde souffrant d'un déficit d'acteurs, les tables rondes devaient justement aborder le thème crucial de son **renouveau**. Dans 10 ans, c'est plus de la moitié des agriculteurs qui

prendront leur retraite. Dans un tel contexte, **l'enseignement agricole public a nécessairement un rôle à jouer pour relever les nombreux défis qui nous attendent : transition agro-écologique, renouvellement du monde paysan.**

Cette décision unilatérale va clairement à l'encontre des libertés syndicales et des valeurs démocratiques, portant atteinte au dialogue social.

Pourtant, trois actions semblables se sont déjà tenues dans des établissements agricoles publics (Paris, Nouvelle Aquitaine et les Hauts de France) sans le moindre problème, ce qui nous laisse fortement interrogatifs. Ce durcissement de position traduirait-il la peur du ministre de l'Agriculture d'affronter le dialogue et les contradictions ?

Les élu.es régionaux de la région AuRA.

[Consulter le programme et l'affichette.](#)

[Lire la motion de la FSU 26.](#)